

tour répondre à des accusations en vertu des ordonnances *Haddood*. Dans les régions tribales, les femmes vivent dans un climat d'extrême violence conjugale, et les meurtres fondés sur les notions traditionnelles de l'« honneur » sont rarement punis. En milieu rural comme en milieu urbain, les femmes placées sous garde policière subissent régulièrement des mauvais traitements ou sont violées. Le gouvernement Bhutto a réagi en créant une poignée de postes de police dont le personnel est composé uniquement de femmes. Le Pakistan a ratifié en 1996 la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a participé préalablement de façon positive à la conférence sur les femmes à Beijing. Le gouvernement Bhutto a mis en place plusieurs organismes consultatifs s'occupant des questions relatives aux femmes et celles-ci occupent maintenant des postes de juge aux hautes cours des provinces. Une importante percée a été réalisée par la décision rendue par une femme juge récemment nommée à la haute cour de Lahore, décision qui confirme le droit inconditionnel d'une femme musulmane au *Khula* (divorce).

Le travail enfantin fait partie de la structure sociale et économique. Au moins cinq millions d'enfants travaillent, dont un grand nombre dans des conditions d'exploitation ou d'asservissement; rares sont ceux qui reçoivent une éducation formelle. Un grand nombre d'entre eux travaillent dans de petites entreprises ou exploitations agricoles familiales. Le Pakistan a ratifié la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant en faisant un certain nombre de réserves, notamment la notification que les dispositions ne s'appliqueraient pas là où les valeurs et le droit islamiques ont la préséance. L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), dont le Pakistan est membre, a convenu de supprimer le travail enfantin d'ici 2010. Étant donné l'attitude de nombreux Pakistanais (fonctionnaires, politiciens, propriétaires terriens, gens d'affaires) et des impératifs économiques, il faudra du temps pour résoudre ce problème.

Les Ahmadis, une minorité religieuse, sont la cible de diffamations religieuses et de persécutions systématiques. Ils ne croient pas que Mahomet a été le dernier prophète, mais se croient musulmans; cette affirmation et leur prosélytisme offensent un grand nombre de Musulmans orthodoxes. Les lois sur le blasphème, qui peuvent entraîner la peine de mort pour ceux qui ont profané le nom du Prophète, ont été largement utilisées pour restreindre leur liberté religieuse, et les actes de violence commis contre les Ahmadis sont rarement punis. Les Chrétiens ont parfois été également victimes de ce climat de discrimination. Les juges des hautes cours commuent systématiquement les peines de mort, et le gouvernement Bhutto est intervenu pour empêcher d'invoquer à tort et à travers les lois sur le blasphème. Beaucoup moins d'inculpations pour blasphème se font maintenant.

Karachi, la plus grande ville du Pakistan, est maintenant relativement paisible. Ces dernières années ont connu une augmentation de la violence et une anarchie dues au conflit entre les autorités et le Mohajir Quami Movement (MQM). Les *Mohajirs*, immigrants de langue ourdou originaires de l'Inde qui sont hostiles au groupe ethnique local du Sind, se plaignent contre les persécutions et les homicides extrajudiciaires dont ils sont l'objet de la part du gouvernement. Le MQM est lui-même responsable de nombreux assassinats d'opposants. Le gouvernement Bhutto a mis fin à la capacité de ce mouvement de semer la violence, mais au prix de graves violations des droits de la personne.